NATIONS UNIES
CONSEIL
ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

Distr.
GÉNÉRALE

E/ESCAP/REC(8)/4
13 février 2001

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Comité de la coopération économique régionale

Huitième session
14-16 mars 2001
Bangkok

EXAMEN DES QUESTIONS SUIVANTES: COMPÉTITIVITÉ À L'EXPORTATION ET REPRISE ÉCONOMIQUE SOUTENUE (RÉUNION-DÉBAT)

[Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire]

COMPÉTITIVITÉ À L'EXPORTATION ET REPRISE ÉCONOMIQUE SOUTENUE (RÉUNION-DÉBAT)

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

La croissance rapide du commerce, notamment du commerce intrarégional et des exportations vers les États-Unis d'Amérique de produits des technologies de l'information, a été le moteur du redressement économique dans la région de la CESAP. Dans le même temps, des incertitudes grandissantes, dues notamment au ralentissement de l'économie américaine et aux problèmes encore à résoudre au niveau des pays, montrent bien que la région reste vulnérable aux chocs extérieurs. Maintenir le rythme du redressement, le rendre durable et en étendre les bénéfices aux plus pauvres, tels sont les défis à long terme auxquels est confrontée la région. Des réformes seront donc nécessaires afin, notamment, de rendre les exportations plus compétitives et d'établir une plus grande stabilité financière. Il est prioritaire de mettre en oeuvre des politiques tournées vers l'avenir, visant à créer de nouvelles sources de croissance de la productivité et à renforcer l'intégration des processus de production au niveau régional.

Le présent document examine les réformes de ce type et d'autres réformes encore à mettre en oeuvre pour que, dans la région de la CESAP, l'actuelle période de croissance économique devienne une ère de croissance et de prospérité durables.

INTRODUCTION

1. Après la croissance à deux chiffres du début des années 90 et la contraction de même ampleur enregistrée en 1998, les pays en développement de la région de la CESAP les plus touchés par la crise récente sont maintenant de retour sur la voie de la croissance économique: les monnaies sont stables, les taux d'intérêt en diminution et les taux de croissance sont proches du niveau d'avant la crise. Les pays ont réagi à la crise en ouvrant de nouveaux secteurs aux investissements étrangers directs (IED) et en accélérant la libéralisation des échanges, plutôt qu'en se retranchant derrière le protectionnisme face à la mondialisation. De plus, par les différentes offres qu'elle a faites au cours du processus de son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Chine a contribué de façon cruciale à l'intégration accrue de la région dans l'économie mondiale. Cependant, malgré ces tendances positives, les taux de chômage sont élevés, les problèmes d'endettement sont encore à résoudre, et le redressement économique est vulnérable aux chocs extérieurs. Maintenir le rythme du redressement, le prolonger et étendre ses avantages aux pauvres, tels sont les défis à long terme auxquels est confrontée la région. La capacité de celle-ci à y faire face sera fonction de la compétitivité à long terme de ses exportations.

2. L'amélioration de la compétitivité des exportations de la région passe par la création de nouvelles possibilités de croissance de la productivité accompagnée du maintien global de l'autonomie et de la stabilité du secteur financier. Dans le même temps, les gouvernements devront faire en sorte que les gains de productivité puissent profiter aux entreprises grâce à la libéralisation accrue du commerce, à la réduction des restrictions frappant le secteur des services d'appui et à la circulation de l'information dans la région. Le présent document consiste en un examen approfondi de ces questions. Il commence par un aperçu de l'évolution récente du commerce avant d'aborder les principaux défis à relever pour que, dans la région de la CESAP, l'actuelle période de redressement économique et de croissance devienne une ère de croissance et de prospérité durables.

I. ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

A. Accélération du redressement

3. En 1999, le commerce mondial (en dollars É.-U.) a atteint un taux de croissance annuelle de 3%. C'était moins que les 5% de moyenne de la décennie, mais une nette amélioration par rapport au repli de 2% enregistré en 1998[1]. Cette amélioration a été stimulée principalement par le redressement économique en Asie et la croissance toujours forte de la demande d'importations aux États-Unis.

4. La figure I montre qu'en 1999 l'Asie a retrouvé sa place de premier exportateur mondial. La situation était cependant très variable d'un pays à l'autre. La croissance des exportations de marchandises, qui atteignait 24% aux Philippines, était de 0% (avec en plus une très nette diminution des importations) en Indonésie et dans la Fédération de Russie. Dans les cinq pays les plus touchés par

[1] Organisation mondiale du commerce, *Statistiques du commerce international 2000* (Genève, 2000); également disponible sur l'Internet <http:.//www.wto.org/english/res_e/statis_e/stat_toc_e.htm>.

la crise, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté d'environ 6%, soit deux fois plus que la moyenne mondiale. Mais le PIB a stagné en Indonésie alors qu'il a crû de 10% en République de Corée. Dans l'ensemble, l'économie japonaise a continué à languir malgré une augmentation sensible des importations. La Chine et l'Inde ont connu des taux de 6 à 7% se situant ainsi au-dessus de la moyenne. Pour sa part, la Chine s'est distinguée par des taux de croissance des exportations deux fois plus élevés que la moyenne asiatique des années 90.

5. Dans la région de la CESAP, l'après-crise s'est caractérisée par une reprise rapide du commerce intrarégional. On peut voir à la figure II qu'en 1999, pour les plupart des groupes de produits, les courants d'échanges intrarégionaux ont retrouvé les taux de croissance à deux chiffres d'avant la crise. En outre, avec 14%, les exportations d'équipement de bureau et de télécommunication ont dépassé celles de toutes les autres catégories de produits manufacturés par suite de la forte demande de produits des technologies de l'information, en particulier aux États-Unis (figure III).

6. La croissance du commerce mondial a continué à s'accélérer en 2000 pour atteindre 10% environ contre 5% en 1999[2]. Là encore, le moteur de la croissance a été la neuvième année d'expansion ininterrompue de la nouvelle économie aux États-Unis. Les investissements des entreprises dans les technologies de l'information ont créé un cercle vertueux de forte croissance de la productivité, d'augmentation des profits et d'envol du cours des actions, entraînant de nouveaux investissements, de nouveaux gains de productivité et une forte croissance économique. L'inflation a pu être maîtrisée grâce à la solidité du dollar par rapport aux autres devises se conjuguant avec les gains de productivité. C'est ainsi que, malgré une situation caractérisée par une demande excédentaire, de faibles taux de chômage et l'expansion du crédit, les taux d'intérêt ont été maintenu relativement bas, ce qui a encore favorisé la croissance. Ce cercle vertueux semblait sans limite. L'optimisme était grand chez les investisseurs et sur les marchés financiers devant l'émergence d'une ère nouvelle caractérisée par des gains de productivité dus aux technologies de l'information qui persisteraient à des niveaux de croissance plus élevés que jamais.

7. Sur ce point, deux écoles s'opposent. Certains affirment que le développement des technologies de l'information a révolutionné le monde des affaires, et suscité ainsi de nouvelles sources de compétitivité rendant obsolètes les cycles conjoncturels traditionnels. D'autres préviennent que la récente croissance économique était plutôt une phase ascendante de la conjoncture due à l'anticipation d'une croissance future, plutôt qu'à de profondes mutations structurelles portant vers de nouvelles cimes les gains de productivité. Selon ces derniers, l'euphorie de ces dernières années a simplement favorisé la constitution d'une capacité de production excédentaire et, du point de vue historique, les révolutions technologiques, qu'elles soient dues à la machine à vapeur, à l'automobile, à l'électricité ou à l'économie numérique, et les bulles financières avancent la main dans la main.

---

[2] Ibid.

B. Incertitudes grandissantes

8. Les chiffres concernant les troisième et quatrième trimestres de 2000 indiquent un ralentissement de l'économie américaine, ralentissement plus marqué que prévu. Est-ce la fin des neuf ans et demi d'expansion, la plus longue de l'histoire, de l'économie américaine? L'atterrissage sera-t-il brutal, en douceur ou agité? Qu'est-ce que cela implique pour le redressement économique en Asie? Et qu'en est-il du rôle de la nouvelle économie et de la compétitivité à long terme des exportations?

9. Étant donné son rythme inégal d'un pays à l'autre de la région de la CESAP, le redressement économique demeure vulnérable aux chocs extérieurs, certains pays étant plus vulnérables que d'autres. On l'a vu, la forte demande d'importations aux États-Unis a contribué de façon significative au redressement récemment enregistré dans la région. Les États-Unis sont le premier importateur avec 24% des importations mondiales, suivis de l'Union européenne avec 19%[3] et le Japon avec 7%. En 1999, la région de la CESAP représentait 34% environ du total des importations d'Amérique du Nord, contre 16% au début des années 60. Presque sans exception, aussi bien pendant qu'après la crise, les exportations des pays en développement de la région de la CESAP se sont orientées de plus en plus vers les États-Unis au détriment du Japon. En Indonésie, par exemple, de 1997 à 1998, la part des exportations vers le Japon est tombée de 24 à 18%, alors que celle des exportations vers les États-Unis passait de 14 à 16%[4]. Le Japon et les Philippines, dont le tiers environ des exportations est destiné au marché américain, sont les plus dépendants de ce marché pour la croissance de leurs exportations. Un ralentissement économique aux États-Unis se traduirait par une récession au Japon – où la croissance économique (PIB) au troisième trimestre de 2000 n'était que de 1% et où la consommation est demeurée atone – et des répercussions négatives dans toute l'Asie. Un scénario optimiste pour le redressement à court terme en Asie passe par un atterrissage en douceur de l'économie américaine, une croissance soutenue dans l'Union européenne et une croissance plus forte au Japon.

10. En plus des incertitudes sur les marchés internationaux, il existe un certain nombre de faiblesses à l'échelon local, telles que l'endettement, qui restent encore à résoudre. S'il est vrai que certains pays ont mis en oeuvre d'importantes réformes juridiques destinées à renforcer les législations concernant la faillite et la saisie d'hypothèque, le réaménagement des dettes n'avance que lentement et, dans la plupart des pays, on n'a toujours pas réglé les questions de recapitalisation des banques ou encore de contrôle et de gestion des banques et des grandes entreprises. Des entreprises potentiellement viables se trouvent freinées, et même si les institutions financières disposent d'un capital suffisant, elles rechignent à prendre des risques et n'accordent de prêts qu'aux entreprises qui paraissent les plus solvables (même si ce ne sont pas les plus efficientes). Cela a des effets négatifs sur le rythme et la durée de la croissance, et si la reprise devenait défaillante, on pourrait assister à une recrudescence des prêts non productifs, et la

---

[3] Importations provenant de l'extérieur de l'Union européenne.

[4] Fonds monétaire international, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, 1998, 1999 (Washington).

récente évolution en V pourrait rapidement se transformer en un W bien plus imprévisible et déstabilisateur.

II. ÉVOLUTION DES POLITIQUES COMMERCIALES

11. Dans les pays en développement de la région de la CESAP, les nouvelles technologies ont créé de nouvelles possibilités d'améliorer la productivité et l'efficacité dans différents secteurs. Et surtout, elles offrent des avantages encore plus importants aux économies capables de s'intégrer dans le réseau dense et complexe des différents flux: information, biens, services, technologies, etc. Cependant, il s'en faut encore de beaucoup que le monde ne soit une économie unique fonctionnant comme un tout bien intégré. Les obstacles aux échanges, érigés aussi bien par les pays développés que par les pays en développement, constituent la principale contrainte. Le défi à long terme auquel sont confrontés tous les pays consiste donc à éliminer ces obstacles.

A. Multilatéralisme et accession à l'Organisation mondiale du commerce

12. Les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay – négociations les plus complexes et les plus complètes jamais entreprises, et très probablement la plus grande négociation de l'histoire tous types confondus[5] – a largement contribué à l'élimination des barrières commerciales. De plus, les trois premières années suivant la fin du Cycle d'Uruguay ont été caractérisées par une suite ininterrompue de succès en matière de libéralisation multilatérale grâce à la conclusion d'un certain nombre d'accords sectoriels. Dans l'ensemble, on peut donc dire que le Cycle d'Uruguay a largement contribué à faire prendre conscience qu'une libéralisation commerciale multilatérale fondée sur des règles non discriminatoires était l'aboutissement logique et inévitable d'une économie mondiale intégrée et régie par le principe d'efficacité. En fait, cette conception est largement partagée par les pays en développement, à tel point que presque tous les pays qui n'étaient pas parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) sont maintenant candidats à l'accession à l'OMC.

13. Le moment de l'entrée d'un pays à l'OMC a des effets sur la compétitivité de ses exportations. Ainsi, alors que la région de la CESAP a dans le passé entrepris d'importantes réformes tarifaires, ces derniers temps, les pays d'Amérique Latine et les pays européens à économie en transition ont été plus rapides dans la réduction de leurs tarifs, aussi bien par suite d'initiatives unilatérales qu'au titre de leur accession à l'OMC. Il est intéressant de noter à cet égard que la plupart des 12 nouveaux pays membres de l'OMC sont des pays à économie en transition d'Europe centrale et orientale. Le Kirghizistan et la Mongolie sont les seuls membres de la CESAP à être entrés à l'OMC depuis 1995. Il importe donc que les huit membres de la CESAP candidats à l'accession à l'OMC y entrent rapidement pour accroître la compétitivité de leurs exportations et pour ne pas être davantage marginalisés par rapport au système commercial international.

---

[5] Organisation mondiale du commerce, *Trading into the Future* (Genève, février 1998).

14. L'entrée imminente de la Chine à l'OMC, du fait de la taille même de ce pays, a d'importantes implications pour tous les membres et futurs membres du système commercial multilatéral. Selon Mike Moore, Directeur général de l'OMC, l'arrivée de la Chine est «probablement plus importante» que le lancement d'un nouveau cycle de négociations[6].

15. La Chine partage beaucoup des préoccupations de ses partenaires commerciaux des pays en développement en matière de négociations commerciales multilatérales. Elle va donc grandement contribuer à susciter davantage d'intérêt au sein de l'OMC pour les pays en développement, notamment les questions faisant l'objet d'un consensus entre ces derniers. Il convient à cet égard de souligner à quel point il est important de maintenir un système commercial ouvert et d'exclure de l'ordre du jour d'un éventuel nouveau cycle de négociations les questions autres que commerciales. Au moment où l'on démantèle les barrières commerciales traditionnelles, les efforts visant à entremêler les politiques sociales et environnementales avec les règles de l'OMC continuent à gagner du terrain. D'où la crainte grandissante que l'orientation de l'OMC vers l'ouverture des marchés, dont les pays en développement ont largement profité ces derniers temps, pourrait être modifiée de façon irréversible. Les tentatives visant à atteindre des objectifs environnementaux et sociaux par le biais de politiques commerciales auraient des conséquences négatives pour le commerce mondial et la croissance économique. L'entrée de la Chine à l'OMC devrait renforcer la position des pays en développement sur ces questions.

16. Toutefois, dans le même temps, son entrée à l'OMC permettra à la Chine de bénéficier de concessions tarifaires au titre de la clause de la nation la plus favorisée. Cela s'ajoutant à la compétitivité chinoise dans le domaine des produits manufacturés[7] va faire qu'il sera plus difficile pour les autres pays en développement de la CESAP de connaître les taux de croissance à deux chiffres du début des années 90, qui étaient dus principalement à ce même type de produits. L'inquiétude est particulièrement vive dans les secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre. Par ailleurs, la Chine a absorbé, en 1999, trois cinquièmes des IED destinés aux pays en développement de la région de la CESAP[8], contre un cinquième environ pour les pays de l'ASEAN. Sa présence au sein de l'OMC rendra la Chine encore plus attrayante pour les IED, notamment à long terme, dans des secteurs comme les infrastructures, les télécommunications, l'énergie et les services financiers, et ce probablement au détriment d'autres pays en développement d'Asie du Sud et du Sud-Est. Mais, comme nous le verrons dans la section suivante, du fait de l'accélération des réformes économiques entreprises en Chine, non seulement en rapport avec l'OMC mais également par suite de différentes initiatives bilatérales ou régionales, apparaîtront de grandes possibilités d'exportation et d'investissement pour les pays en développement de la région de la CESAP.

---

[6] *The Economist*, 11 novembre 2000.

[7] La Chine est le septième exportateur de produits manufacturés et, en 1999, ses exportations ont augmenté de 7% alors que l'Italie, qui se situe au sixième rang, enregistrait une diminution de 6%.

[8] *The Economist*, 2 décembre 2000.

B. Recherche de l'équilibre entre régionalisme et multilatéralisme

17. La création et les premiers succès de l'OMC ont entraîné des réformes d'une grande portée en matière de politique commerciale. Cependant, l'échec de la troisième Conférence ministérielle de Seattle a mis en évidence les déséquilibres et les injustices qui sont apparus ces dernières années. Il n'est donc guère surprenant que, dans un monde complexe caractérisé par l'inégalité en matière de développement, les disparités de puissance commerciale et l'absence de consensus sur le programme d'une nouvelle libéralisation multilatérale, la croissance du régionalisme soit l'une des principales tendances de ces dernières années au niveau international. Le régionalisme constitue pour les gouvernements, des pays en développement tout autant que des pays développés, une stratégie intéressante, d'où la ruée vers la conclusion d'arrangements commerciaux régionaux. Sur les 194 accords notifiés à l'OMC début 1999, 87 l'avaient été après 1990. En fait, les principales puissances commerciales, qui représentent plus de 95% du commerce mondial, à l'éventuelle exception du Japon, sont toutes parties à un, ou le plus souvent, à deux ou trois de ces arrangements régionaux. Pour ces pays, des échanges fondés sur la clause de la nation la plus favorisée est plutôt l'exception que la règle.

18. Dans la mesure où les arrangements commerciaux régionaux récemment conclus se distinguent pour la plupart par le fait d'être tournés vers l'extérieur et leur régionalisme déclaré, ils ont peut-être servi à ouvrir la voie à une stratégie de libéralisation commerciale plus large, et ainsi contribué à mieux intégrer les pays en développement dans le système commercial mondial.

19. Pour leur part, les détracteurs du régionalisme mettent en avant le coût élevé de l'administration de ces arrangements. Les efforts consacrés aux négociations concernant une myriade de préférences tarifaires, des règles d'origine extrêmement diverses et les procédures de règlement des conflits détournent du multilatéralisme les entreprises et les gouvernements. Plus grave encore, le maquis des accords en négociation entoure l'élaboration des politiques d'une opacité croissante, suscitant l'incertitude chez les investisseurs étrangers et rendant le commerce mondial plus imprévisible, ce qui va à l'encontre des principes fondateurs du GATT. On fait ainsi remarquer que lorsqu'un pays souscrit à plus d'un accord, il est souvent impossible de savoir clairement quel tarif douanier sera finalement appliqué et que, dans un monde caractérisé par l'inégalité en matière de puissance commerciale, les pays en développement devraient privilégier un commerce fondé sur la clause de la nation la plus favorisée plutôt qu'un commerce préférentiel.

20. Tant que la question du régionalisme ne sera pas résolue, il est certain que les initiatives de type régional et la constitution de vastes espaces économiques dans d'autres régions du monde se traduiront par une pression concurrentielle considérable pour les pays en développement de la région de la CESAP. Ainsi, les exportations du Mexique vers les autres pays de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ont plus que quintuplé de 1990 à 1998, et selon une étude on peut estimer à un milliard de dollars le manque à gagner que représente l'ALENA pour les exportations des pays de la région de la

CESAP[9], étant donné la similarité de structure commerciale entre les deux régions. Il convient aussi de noter l'importance cruciale à long terme pour les exportations des pays de la CESAP des accords conclus entre l'Union européenne (UE) et les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que l'élargissement de l'UE qui devait suivre. En 1999, par exemple, les économies en transition d'Europe centrale et orientale ont reçu 21 milliards de dollars sous forme d'IED, soit sept fois plus qu'au début de la décennie. La création d'une zone de libre-échange avec les pays méditerranéens (Maroc, Tunisie, Israël et Turquie) et l'actuelle mise en place d'une zone de libre-échange avec l'Afrique du Sud et avec les pays membres du MERCOSUR (Marché commun du Sud) sont également importantes à cet égard. Par ailleurs, le MERCOSUR et l'ALENA sont en train de mettre en place une «zone de libre-échange des Amériques» qui, en cas de succès de l'entreprise, représentera des revenus de neuf billions de dollars, soit trois fois plus que pour la région de la CESAP.

21. Devant ces difficultés à long terme pour accroître leur compétitivité internationale dans le contexte du multilatéralisme et les préoccupations à court terme liées à un éventuel ralentissement économique dans les pays développés, les pays de la CESAP se tournent vers leurs propres marchés. On admet généralement que l'intégration de la production régionale a été utile aux pays de la région. La libéralisation des échanges et des investissements, alliée à la diminution des coûts de transport, a favorisé la régionalisation des processus de production selon le principe des avantages comparatifs aux termes duquel la conception, la fabrication, l'assemblage et la vente des produits et des services se font là où c'est le moins coûteux. On peut prévoir qu'à terme, avec l'approfondissement de l'intégration d'ensemble des économies dans le sens d'un dispositif de type marché commun, avec la libéralisation des mouvements de facteurs de production et la coordination des politiques économiques, sociales et étrangères, des complémentarités importantes vont apparaître entre les différents courants d'échanges. Apparaîtra alors une propension aux échanges aussi bien dans la région qu'entre régions, et le lien positif entre intégration régionale et croissance sera encore renforcé par la naissance de «groupements de croissance régionaux» grâce auxquels il y aura concentration de la demande, offre de moyens de production spécialisés et apparition de nouveaux réseaux de transport. Il est donc impératif qu'à long terme les pays de la région accélèrent l'élimination des entraves auxquelles se heurtent les entreprises qui cherchent à déplacer leurs ressources vers les zones leur offrant les plus grands avantages et les meilleures possibilités. De même, il convient d'accélérer la suppression des mesures discrétionnaires et des mesures de protection sélective afin de favoriser le développement de tel ou tel secteur industriel ou de répondre aux besoins de tel ou tel groupe d'intérêt. Il faudrait s'intéresser prioritairement aux restrictions frappant les IED dans certains secteurs des services, et les négociations concernant la libéralisation du secteur des services menées dans le cadre de l'OMC et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) offrent l'occasion de remédier à ces insuffisances.

---

[9] Gary Clyde Hufbauer et Jeffrey J. Schott, *NAFTA: An Assessment* (Institute for International Economics, Washington, octobre 1993).

22. Le régionalisme a récemment reçu une nouvelle impulsion lorsque la Chine a proposé de s'unir à l'ASEAN par un accord de libre-échange. De même, le Japon et la République de Corée ont chacun des projets similaires avec l'ASEAN et l'idée ancienne d'une zone de libre-échange en Asie de l'Est ou d'une communauté de l'Asie de l'Est a été remise à l'étude. Ce scénario prévoit qu'une communauté de l'Asie de l'Est pourrait s'avérer un contrepoids défensif face à l'expansion des espaces économiques et des arrangements commerciaux (mentionnés plus haut) d'Amérique du Nord et d'Europe. Cependant, on risquerait fort de se retrouver avec un système commercial mondial éclaté en trois parties.

23. Étant donné le danger très réel qu'un système en trois parties dégénère en trois blocs commerciaux hostiles, la région de la CESAP doit, à long terme, chercher à étendre la libéralisation du commerce et mettre en oeuvre des initiatives compatibles avec les règles de l'OMC. Il serait notamment crucial que les arrangements commerciaux régionaux aient pour effet de réduire les obstacles extérieurs en se fondant sur la clause de la nation la plus favorisée tout en mettant en place progressivement leur propre libéralisation différentielle. Les efforts de libéralisation aux niveaux mondial et régional doivent s'appuyer mutuellement, car un régionalisme qui torpillerait le mondialisme créerait une situation tout à fait intenable. S'il n'est pas complété par le multilatéralisme, le régionalisme ne crée pas une économie mondiale ouverte, mais un système déséquilibré constitué de cercles avec au centre les pays riches, ayant toutes les cartes en main, et à la périphérie les pays en développement. D'où un monde caractérisé par des blocs rivaux et une politique de puissance, et davantage de conflits, d'incertitude et de marginalisation[10].

24. Tout cela se passe au moment où les pays en développement tendent à jouer un rôle de plus en plus influent au sein de l'OMC, et où lentement se réduit peut-être le rôle moteur des champions du GATT et du libre-échange qu'étaient les États-Unis et l'Union européenne. Grâce à la coopération régionale, les pays en développement ont pour la première fois dans l'histoire du GATT et de l'OMC la possibilité de prendre les devants au sein de l'OMC et d'adopter des mesures propres à renforcer leur intégration dans le système commercial mondial. Afin d'appuyer ces efforts, le secrétariat de la CESAP continuera d'apporter une assistance prioritaire aux pays en développement.

C. Coopération monétaire: pour la stabilité nécessaire à la compétitivité des exportations

25. L'intégration et la mondialisation suscitent des interactions de plus en plus grandes qui vont au-delà du commerce et des investissements et concernent également les aspects financiers et monétaires des politiques économiques. Dans le système commercial mondial, la libéralisation financière est un des corollaires de l'intégration. Dans les années 90, les pays en développement ont largement libéralisé les mouvements de capitaux afin de compenser les déficits courants. Même après la crise, les pays en

[10] Mike Moore, dans un discours sur la mondialisation du régionalisme, prononcé le 28 novembre 2000 à Buenos Aires.

développement de la région de la CESAP ont été nombreux à libéraliser les flux de capitaux. L'accord OMC sur la libéralisation des services financiers a d'ailleurs été conclu au plus fort de la crise financière. Même la Chine, malgré un marché des capitaux fermé, a en grande partie honoré ses obligations en matière de libéralisation dans le cadre du processus d'accession à l'OMC. En conséquence, il ne s'agit pas tant de savoir s'il doit y avoir libéralisation, que de savoir comment gérer la libéralisation et l'intégration.

26. On s'accorde à dire que les insuffisances de la gestion de la libéralisation du secteur financier sont au cœur de la crise asiatique: le mauvais ordonnancement de la libéralisation des mouvements de capitaux a créé une trop grande dépendance par rapport aux entrées de capitaux étrangers à court terme, ce qui, allié à la faiblesse de l'intermédiation financière, a suscité un usage imprudent de ces apports de capitaux. Le maintien de taux de change fixes et surévalués a exacerbé le problème en faisant apparaître relativement bon marché les financements provenant de l'extérieur.

27. L'expérience tirée de la crise asiatique a d'importantes implications quant à la nature des politiques susceptibles de favoriser la stabilité et la compétitivité des exportations: plus l'intégration est grande entre les pays de la région, plus rapidement se propage la contagion et plus grands sont les risques systémiques. Aussi, l'importance croissante du commerce pour la région incite à éviter davantage encore une instabilité excessive.

28. Il faut donc une plus grande cohérence entre les politiques aux niveaux national, régional et international. Au niveau national, les crises passées, telles que celles de 1990 en Amérique latine, ont clairement montré l'importance d'une politique budgétaire et monétaire saine. Au niveau international, bien que l'on s'accorde généralement sur la nécessité de réformer l'architecture financière, les propositions à cet égard sont très diverses et parfois contradictoires. C'est plutôt à l'échelon régional que progresse la coopération en vue de la stabilité financière de la région et que d'importantes initiatives ont d'ores et déjà été prises.

29. C'est ainsi que les pays de l'Asie du Sud-Est ont convenu de la création d'un mécanisme de surveillance servant à l'échange d'informations et jouant le rôle de système d'alerte rapide destiné à conjurer les risques de crise et à réduire la vulnérabilité à cet égard. En outre, le groupe ASEAN+3 (pays de l'ASEAN plus la Chine, le Japon et la République de Corée) débattent activement de la mise en place d'un dispositif d'intervention coordonnée pour les cas d'instabilité monétaire excessive. Fait encore plus important, ils se sont mis d'accord sur un système d'échanges réciproques de monnaies élargi à l'ensemble de la région, et sur un réseau d'échanges bilatéraux que pourront utiliser les pays ayant des problèmes temporaires de liquidité, ce qui réduira la dépendance par rapport au commerce en dollars dont le propre est l'instabilité. Ce sont là des événements importants qui pourraient être les signes annonciateurs de la création d'un fonds monétaire asiatique. Il semblerait qu'à l'avenir la coopération

régionale en matière financière devancera la coopération en matière commerciale, tendance intéressante à noter car le contraire a été fait dans d'autres régions, notamment dans l'Union européenne où l'union douanière a précédé l'intégration monétaire.

30. Certains sont allés plus loin: ils ont proposé la création en Asie d'une monnaie unique, sur le modèle de l'euro, et estiment que, avec la rapide mondialisation de la planète, une monnaie mondiale est à long terme l'objectif ultime. D'autres pensent que, face à une instabilité massive et excessive, les pays en développement ont intérêt à avoir des taux de change fixes, et certains proposent de revenir à une parité fixe par rapport à un panier de monnaies dominé par le yen plutôt que par le dollar. D'autres encore pensent que les dévaluations ne sont peut-être pas si mauvaises que cela pour les pays en développement. La flexibilité des taux de change permet d'absorber les chocs provoqués par les entrées et les sorties de capitaux. De plus, après les dévaluations de 1997-1998, les prix ne se sont pas envolés comme on aurait pu s'y attendre dans une structure industrielle avec une forte composante de produits importés. On peut donc dire que dans certaines conditions (capacité excédentaire, faible demande, montant acceptable de la dette en devises), la flexibilité des taux de change permet aux pays de conserver leur autonomie de décision et peut avoir sur l'ensemble de l'économie un effet anticyclique. D'autres préfèrent des systèmes intermédiaires tels que les accords sur des marges de fluctuation, car les pays peuvent ainsi conserver une certaine souplesse tout en évitant une volatilité excessive.

31. Le débat sur les avantages et les inconvénients des différents systèmes de taux de change devrait se poursuivre. Cependant, le plus important pour la compétitivité à long terme des exportations est d'empêcher les distorsions prolongées des taux de change et d'éviter une instabilité excessive. Pour cela, il faut absolument que les monnaies nationales soient soutenues par des politiques monétaires et budgétaires stables et prudentes.

III. NOUVELLES POSSIBILITÉS DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION

32. De nombreux pays en développement de la région de la CESAP ont lancé un processus de restructuration et de spécialisation industrielles par lequel les apports d'IED sont utilisés comme un moyen de s'intégrer dans les filières mondiales de production. Certains de ces pays assurent l'assemblage et la réexportation de produits intermédiaires importés, d'autres le traitement de produits destinés aux marchés de la région, et d'autres encore, plus sophistiqués, fabriquent des produits de haute qualité exportés vers les marchés mondiaux. Ces 15 dernières années, les secteurs industriels à forte intensité de main-d'oeuvre ont été particulièrement dynamiques. Cependant, on se pose de plus en plus des questions sur le degré de compétitivité de la région, et sur la question de savoir si celle-ci est bien placée pour tirer parti des mutations et du dynamisme actuels de l'économie mondiale. Quelles réformes vont permettre à la région d'assurer sa compétitivité internationale? Comment stimuler la productivité et

l'efficacité? Sur le long terme, le rythme, la durée et l'ampleur de la croissance dépendront de plus en plus de décisions politiques allant au-delà des questions d'investissement et de commerce.

33. La technologie a été le principal moteur de la mondialisation. Les progrès des technologies de l'information et des télécommunications, l'économie du savoir, offrent aux pays en développement une possibilité sans précédent d'accroître leur productivité et la compétitivité de leurs exportations. Les industries fondées sur les connaissances, qui englobent largement le secteur des services, sont aujourd'hui les plus dynamiques en termes de productivité et de conquête durable de marchés, alors que les progrès technologiques ont permis aux nouveaux venus de sauter aux nouvelles technologies sans passer par les anciennes. Mais, pour que les pays en profitent, il convient de remédier à un certain nombre de faiblesses institutionnelles, infrastructurelles et politiques:

a) Il faut améliorer l'infrastructure informatique en vue d'un plus large accès aux ordinateurs.

b) Les gouvernements devraient appuyer le développement de l'infrastructure informatique en encourageant les activités technologiques en général. Il conviendrait à cet égard d'éliminer progressivement les monopoles inefficaces dans le secteur des télécommunications, et les réglementations qui imposent des tarifs exorbitants. L'information est un bien public qui devrait être mis à la disposition du plus grand nombre au plus bas coût possible.

c) Il faut des politiques visant à se doter d'un programme éducatif solide propre à promouvoir l'acquisition des connaissances et à encourager l'innovation. Cela tendrait à améliorer les compétences et les comportements aussi bien de la main-d'oeuvre que des cadres et des dirigeants. Et surtout, les entreprises locales pourront se transformer en fournisseurs valables. C'est là un facteur crucial, car les sociétés transnationales ont tendance à n'approfondir leurs liens avec l'industrie locale que si les fournisseurs sont capables de répondre efficacement à leur demande. Plus une technologie est complexe, plus l'apprentissage est long, et plus nombreux sont les avantages découlant du développement de tels liens. Si les investisseurs étrangers voient leurs demandes insatisfaites et décident de cesser leurs activités et d'investir ailleurs, l'impact négatif sur l'économie est d'autant plus important. Jusqu'à maintenant, et en grande partie à cause des faiblesses des systèmes d'éducation et de formation, seuls trois ou quatre des pays asiatiques parmi les plus développés ont percé dans le secteur de la technologie haut de gamme faisant appel à l'innovation et à un effort important de conception. D'autres pays en développement de la région continuent de se spécialiser dans des productions en grande série de produits alimentaires, de chaussures et de vêtements, par exemple, ou, dans certains cas, de produits de consommation électroniques. Cependant, même dans ces pays producteurs haut de gamme, des parts de marché d'exportation ont été perdues, dans la période ayant précédé le début de la crise, dans des secteurs de haute technicité comme les machines électriques et de bureau, les télécommunications, les instruments scientifiques et l'équipement médical.

d) Il faut aussi donner au développement institutionnel la priorité qui lui revient. Une économie fondée sur le savoir nécessite des institutions souples et capables de répondre au déploiement, ou redéploiement, rapide des ressources qu'exigent les mutations du marché. Enfin, les politiques et les législations concernant le marché du travail doivent favoriser la flexibilité et les gains de productivité.

34. Les réformes politiques et institutionnelles visant la compétitivité à long terme des exportations représentent un processus coûteux et ardu qui, pendant longtemps, ne semble donner aucun résultat tangible. Il faut opérer des choix difficiles en matière de dépenses publiques. Pour orienter les systèmes d'éducation et de formation vers les progrès technologiques et l'innovation, il faut réaliser d'importants investissements en une période où la région doit faire face à des demandes concurrentes découlant de profondes mutations démographiques et sociales. Dans cette vie moderne et mondialisée, la mobilité accrue de la main-d'oeuvre accroît l'insécurité des ménages. Dans le même temps, l'amélioration du niveau de vie s'accompagne d'une diminution de la fécondité et de l'allongement de l'espérance de vie, d'où le vieillissement croissant de la population. Avec l'érosion du système de soutien traditionnel représenté par la famille, les mécanismes de protection sociale fondés sur la famille vont tendre à disparaître et des systèmes formels devront être mis en place dans le secteur public pour s'occuper des oubliés de la croissance économique.

35. Face à ces tendances antagoniques, la croissance demeure l'arme principale contre la pauvreté. La crise récente et son train de souffrances humaines a mis en évidence la contribution importante que la croissance fondée sur les exportations a apportée à la dépaupérisation dans la région de la CESAP. L'élaboration des politiques économiques doit s'inscrire dans le contexte de politiques intégrées qui recherchent non seulement l'amélioration du capital humain, mais visent également une plus grande équité de l'accès aux services au bénéfice des pauvres et des secteurs vulnérables de la société. Plus que jamais, il existe le risque que les pauvres soient laissés pour compte, aussi bien au niveau des pays qu'au niveau international.

IV. CONCLUSION

36. Au moment même où se renforce le redressement de l'économie régionale, le commerce mondial subit une rapide mutation au profit des industries de haute technologie et de savoir. La compétitivité commerciale de la région de la CESAP se trouve transformée sous l'effet des progrès technologiques, des services et du développement exponentiel des flux d'information. Les décideurs ne peuvent pas se permettre d'attendre de voir comment les choses vont évoluer pour mettre en oeuvre des politiques adéquates. Il faut des politiques tournées vers l'avenir, allant bien au-delà des besoins de stabilité et d'autonomie financière, et bien au-delà de la promotion du commerce et des investissements au moyen d'arrangements commerciaux préférentiels. Sur le long terme, le rythme, la durée et l'ampleur de la croissance seront plus que jamais fonction de politiques tendant à développer la coopération en vue d'économies d'échelle et de gains de compétitivité, et tendant à élargir cette coopération à des politiques sociales de nature à améliorer le capital humain.